

Violence sociale, pouvoir politique : un inquiétant diagnostic

• L'acte XVIII des Gilets Jaunes est marqué par de nombreux actes de violences : 85 enseignes des Champs-Élysées saccagées, une vingtaine pillées, des pavés jetés sur les forces de l'ordre et des immeubles brûlés. L'Etat est-il vraiment dépassé ? Les forces de l'ordre sont-elles taillées sur le modèle d'une société où les forces contestataires n'existent que dans une bien moindre mesure ?

Là n'est pas le problème. Débutons par un diagnostic clair, sans lequel nul traitement n'est concevable. Ce qui s'appelle tour à tour *Antifa* et *Black Blocks* est une unique nébuleuse d'anarchistes ; d'usage, des gosses de riches en révolte pubertaire. Gauchistes à 20 ans, ils combattent fictivement un fascisme onirique - et à 40 ans, dirigent les boîtes de com' ou médias du système.

Ces casseurs sont connus. A Paris et autour (92, 93, 94) opère la DRPP, Direction du renseignement de la préfecture de police, très affûtée sur son territoire. L'auteur est formel : la DRPP connaît *un par un* les deux ou trois cents pires *Black blocks* et peut les cueillir au nid avant toute émeute (dans les beaux quartiers ou des squats...) puis les isoler quelques heures ; les codes en vigueur le permettent. En prime, ces milieux anarchistes grouillent d'indicateurs. En Ile-de-France, la PP connaît ainsi les préparatifs d'une émeute.

Enfin, l'Europe du renseignement existe : quand trente émeutiers allemands, belges ou italiens, vont à Paris se joindre à la "fête", un signalement est fourni. Ces alertes donnent des itinéraires, l'immatriculation des véhicules, etc. (les "indics", toujours...). Là, un barrage filtrant règle le problème. Ainsi, L'Intérieur peut, sinon neutraliser une émeute - du moins, en limiter à 90% les dégâts. Exemple : avant l'élection présidentielle, les *Black blocks* veulent attaquer une réunion du Front national au Zénith le 17 avril 2017. Comme d'usage prévenue, la police agit et l'affaire avorte. Cela, elle le peut toujours - même en mars 2019.

• La Maire de Paris déclare attendre " du gouvernement des explications, des réponses". Face à la situation, et à l'ampleur de ces violences, le gouvernement n'avait-il pas la bonne stratégie ? Y-a-t-il un certain laisser faire pour provoquer un réflexe légitimiste des Français à la vue des images de casse ? Que se passerait-il si plus de Français se rebellaient ?

Ce qui est advenu samedi 16 mars sur les Champs-Élysées n'a rien à voir avec la population française, et fort marginalement, avec les Gilets jaunes eux-mêmes. Bien plutôt, la Mairie de Paris et les gouvernements Hollande-Macron doivent s'en prendre à

eux-mêmes. Depuis dix ans, ils considèrent les *Antifa* comme de preux hérauts de la démocratie - certes un tantinet excités mais n'est-ce pas, il faut que jeunesse se passe. Ici règne la connivence : ces anarchistes sont leurs fils ou les copains de ceux-ci. Certes moins gravement, c'est le cas de figure Maison-Blanche - Moudjahidine afghans. Utiles pour combattre l'Union soviétique en Afghanistan - mais l'URSS disparue, ils ne rentrent pas docilement à la niche - ils suscitent Oussama ben Laden. Ici pareil, les *Antifa* chouchous-Bobos sont en même temps des *Black Block*. Là, catastrophe ! On ne sait que dire, on se borne à gémir sur la violence qui doit cesser et à édicter des lois futiles. Car bien sûr, chacun sait qu'au rayon répression ferme, le chien Hollande-Macron n'a pas de crocs. Et comment se montrer féroce envers ses propres enfants ? Il y a des exemples récents de cela ; des noms, des faits. Si un *Antifa* est par hasard arrêté, il est peu après relâché en douce.

• Face à ces nouveaux débordements Em. Macron a écourté son voyage au ski et promet des "décisions fortes". Quelles mesures peut-on prendre ? Comment empêcher ce retour de la violence alors que les débordements semblaient diminuer ces dernières manifestations (en comparant à décembre passé) ?

L'impéritie de ce gouvernement, son ignorance des élémentaires normes du maintien de l'ordre éclatent au grand jour. Et l'isolement de M. Macron, tout autant.

M. Castaner d'abord. Dans le petit milieu politiciens-médias, là où se recrutent confidents, amants et associés, on sait que le ministre de l'Intérieur est un farceur, occupant ce poste car M. Macron n'avait nul candidat fiable à y mettre. Alors que la France vit sa pire crise de violence sociale en un siècle, M. Castaner fait la noce en boîte de nuit, où - je cite la presse *people*, il "embrasse une inconnue sur la bouche". Ebahis, toutes les racailles, narcos et *Antifa* soupirent d'aise. On connaît le proverbe "Quand le chat n'est pas là, les souris dansent". On a vu le bal samedi 16 mars sur les Champs-Élysées.

M. Macron, lui, skie. A mesure où la situation s'aggrave ; à mesure ou, certains jours, la France frôle la guerre civile ; M. Macron renforce son contrôle - chaque jour plus tatillon - sur les médias, notamment l'information des radios-télévisions, tenues à la laisse courte. Le président croit ainsi visiblement que l'actuel chaos est affaire de communication. Or bien sûr, c'est tout sauf ça. Une telle erreur de diagnostic n'augure rien de bon pour la suite de son quinquennat. ■